

# Bulletin du FMI

## LES BANQUES EN EUROPE

### Il faut une autorité européenne pour faire face aux défaillances des banques, déclare le Directeur général du FMI

Bulletin du FMI en ligne  
19 mars 2010



Des étudiants brandissent le drapeau de l'Union européenne : selon le Directeur général du FMI, les réformes financières doivent inclure un volet de gestion des crises (photo: Alik Keplicz/AP)

- Une refonte en profondeur du système pour éviter les crises bancaires en Europe
- Un organisme qui ferait partie d'un système plus vaste de gestion des crises
- Gérer au meilleur coût les défaillances des banques

Nous avons besoin d'une autorité européenne pour faire face aux défaillances des banques, afin de consolider le système bancaire régional dans l'après-crise, a déclaré M. Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, le 19 mars à Bruxelles.

S'exprimant devant une conférence de la Commission européenne à Bruxelles, M. Strauss-Kahn a déclaré que les dispositifs existants pour gérer les défaillances des banques transfrontalières se sont avérés inefficaces. Il a donc été difficile et coûteux pour les États et les contribuables de résoudre convenablement les défaillances des banques transfrontalières.

« L'Europe a besoin d'une brigade de pompiers », a déclaré M. Strauss-Kahn, pour éteindre les incendies lorsque les banques se mettent à brûler et intervenir quand la situation devient intenable.

Rappelant qu'il est dans la nature des banques de prendre des risques, M. Strauss-Kahn a déclaré qu'il est essentiel d'édifier un système financier qui circonscrit les risques, tout en tirant parti des profits.

Pour sortir de la crise économique mondiale, a-t-il poursuivi, l'Europe aura besoin de financements pour ses entreprises et d'institutions financières solides afin de promouvoir la croissance économique.

#### **Une vision large incluant la prévention et la gestion des crises**

M. Strauss-Kahn a souligné qu'il est essentiel pour une saine concurrence que les banques puissent librement exercer leurs activités transfrontalières, mais que par ailleurs un système bancaire ainsi intégré doit avoir les moyens de prévenir les crises et de les résoudre lorsqu'elles se produisent.

Tirant les leçons de la crise mondiale, M. Strauss-Kahn s'est dit convaincu qu'il serait dans l'intérêt des banques des pays d'origine et d'accueil qu'il y ait plus de coopération et un meilleur contrôle, ainsi qu'un partage des responsabilités et des obligations de rendre compte.

L'autorité européenne de résolution (des crises) qu'il appelle de ses vœux devrait être dotée des moyens nécessaires pour gérer au meilleur coût les défaillances des banques.

Il faudrait veiller à ce que les pertes soient supportées en premier lieu par les actionnaires et les détenteurs de titres assimilables à des actions, et en second lieu par des créiteurs non assurés. Autant que possible, le système devrait être préfinancé par le secteur, y compris par des primes d'assurance sur les dépôts ou une quelconque taxe sur les institutions financières.

M. Strauss-Kahn a par ailleurs indiqué que le FMI rassemble des propositions sur diverses formules de taxation du secteur financier, qui seront présentées en avril au groupe des pays avancés et émergents du G-20.

Tout en affirmant que les banques doivent être elles-mêmes responsables de la sécurité du système bancaire, M. Strauss-Kahn a déclaré que l'auto-discipline ne suffit pas. Il faut avoir bonnes règles et une bonne surveillance pour préserver l'intérêt public, ainsi que des moyens de détection précoce des problèmes.

### **Les coûteuses retombées des défaillances bancaires**

Les défaillances des banques n'affaiblissent pas seulement le système financier, mais aussi les comptes patrimoniaux du pays, et elles coûtent cher aux contribuables, a martelé M. Strauss-Kahn.

La réforme de la réglementation et de la supervision financières, sur la base des recommandations du Groupe de Larosière, groupe d'experts des questions financières créé par la Commission européenne, ne représente que la moitié de l'équation, a déclaré M. Strauss-Kahn, ajoutant que l'Europe doit repenser en profondeur son architecture de stabilité financière.

« La crise a très durement touché les citoyens ordinaires », a déclaré M. Strauss-Kahn. « Il ne suffit pas de modestes réformes qui entretiennent l'illusion d'un progrès alors que tout continue comme avant. »